

NE PAS PUBLIER, DISTRIBUER NI TRANSMETTRE AVANT LE LUNDI  
8 AVRIL 2026 À 9 H 00 HE (HEURE DE WASHINGTON)

AVRIL 2026

# État des lieux de l'économie africaine

Faire aboutir les politiques industrielles  
en Afrique



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

*Résumé analytique*



# Résumé

## La reprise en Afrique subsaharienne se maintient, mais les risques augmentent

- ▶ La croissance économique en Afrique subsaharienne devrait se maintenir à 4,1 % en 2026, soit un niveau inchangé par rapport à 2025, bien que les risques de ralentissement s'accroissent. La reprise de la région, amorcée après une succession de chocs mondiaux, s'essouffle, les prévisions de croissance pour 2026 ayant été révisées à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celles publiées dans l'édition d'octobre 2025 d'Africa's Pulse.
- ▶ La demande intérieure continue de soutenir la croissance, portée par la consommation privée et l'investissement, dans un contexte de politique monétaire accommodante et d'amélioration des conditions extérieures. La dépréciation du dollar américain a atténué les pressions inflationnistes et accru les revenus des ménages dans la région. Par ailleurs, les prix élevés des métaux précieux et des produits d'exportation tels que le café et le cacao ont soutenu les recettes en 2025 et devraient encore renforcer, cette année, les positions budgétaires et extérieures des pays riches en ressources.
- ▶ Les répercussions géopolitiques croissantes au Moyen-Orient, conjuguées à un lourd fardeau du service de la dette et à des faiblesses structurelles profondément ancrées, érodent les perspectives de croissance et freinent la création d'emplois. Ces risques se sont intensifiés depuis le 28 février, date à laquelle le conflit au Moyen-Orient s'est rapidement aggravé, avec notamment des attaques directes contre des installations de production d'énergie et de graves perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. L'ampleur de l'impact sur l'Afrique subsaharienne dépendra de la durée des hostilités, de l'étendue des retombées régionales et de l'importance des dommages causés aux infrastructures essentielles. Les effets devraient se transmettre principalement par quatre canaux : le commerce, les investissements, la finance et la main-d'œuvre.
- ▶ Le conflit au Moyen-Orient affectera la région principalement par le biais des échanges commerciaux, notamment en raison d'une volatilité accrue sur les marchés de l'énergie. Les prix du Brent et du gaz naturel liquéfié ont fortement augmenté, tandis que ceux des engrais ont également grimpé en flèche en raison des perturbations des livraisons via le détroit d'Ormuz. Ces bouleversements menacent les saisons de semis actuelles et futures, ce qui risque d'aggraver l'insécurité alimentaire. Les perturbations de la production alimentaire nationale et la hausse des coûts d'importation des denrées alimentaires risquent d'entraîner une augmentation des prix des denrées alimentaires. Conjuguées à la hausse des coûts des carburants, ces pressions devraient faire grimper l'inflation — en particulier dans les pays importateurs de pétrole —, ce qui pourrait inciter les banques centrales à resserrer leur politique monétaire.
- ▶ Ces dernières années, les pays du Golfe se sont imposés comme des investisseurs majeurs en Afrique, leurs engagements en matière d'investissements directs étrangers dans de nouveaux projets en Afrique subsaharienne ayant dépassé les 100 milliards de dollars pour la seule période 2022-2023. Le conflit en cours risque de freiner cette dynamique, à mesure que les fonds souverains réévaluent leurs expositions et leurs priorités d'investissement, ce qui pourrait retarder la mise en œuvre de grands projets dans les secteurs de l'énergie (notamment l'hydrogène, le solaire et l'éolien), des infrastructures (ports, entrepôts et centres de données), de la logistique, des mines et de l'agriculture. Le conflit a également accru les risques pesant sur les flux d'envois de fonds, qui constituent une bouée de sauvetage essentielle pour de nombreux ménages africains, en particulier dans les pays fortement tributaires de ces transferts, tels que les Comores, la Gambie, le Lesotho et le Libéria. Un prolongement du conflit pourrait réduire encore davantage ces flux, car la baisse de la demande de main-d'œuvre, le ralentissement des embauches et l'augmentation des rapatriements affectent des secteurs tels que l'hôtellerie et la construction.

- ▶ Le conflit au Moyen-Orient entraîne une double crise énergétique et alimentaire pour les pays africains, à un moment où les gouvernements sont déjà confrontés à des obligations croissantes liées au service de la dette, ce qui limite leur capacité à faire face à la crise ou à financer leurs priorités en matière de développement. Parallèlement, la baisse des financements extérieurs — en particulier la réduction de l'aide au développement — accentue ces pressions, notamment pour les pays à faible revenu. Ces défis s'inscrivent dans un contexte mondial d'incertitude politique accrue, d'intensification des tensions commerciales et de risque de resserrement soudain des conditions financières internationales, notamment sous la forme d'une hausse des primes de risque. Conjugués, ces chocs externes pourraient affaiblir les exportations et restreindre davantage l'accès au financement.
- ▶ Les mesures prises par les gouvernements d'Afrique subsaharienne face au choc des prix de l'énergie varient en fonction de leur marge de manœuvre budgétaire et de leur dépendance vis-à-vis des importations de carburants. Certains pays protègent les consommateurs en réduisant ou en réaffectant les taxes sur les carburants et les fonds de stabilisation (Kenya et Namibie) ou en instaurant des subventions d'urgence aux carburants (Éthiopie), tandis que d'autres, dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée, ont relevé les prix réglementés des carburants ou leurs plafonds (Ghana, Malawi, Mali et Tanzanie). Dans les pays aux capacités d'intervention limitées, les prix des carburants ont fortement augmenté (en Somalie et au Zimbabwe). Les subventions non ciblées aux carburants étant régressives et difficiles à supprimer, une réponse plus efficace consiste à renforcer la protection sociale ciblée et temporaire, en réorientant les ressources allouées aux subventions vers le renforcement de la préparation aux chocs et de la capacité d'intervention, tout en mettant en place un soutien rapide et évolutif — notamment des mesures à court terme visant à améliorer l'accès à l'emploi, en particulier dans les chaînes de valeur agricoles rurales.

### ***Le ralentissement accentué de l'inflation en Afrique se heurte à des risques de chocs géopolitiques de plus en plus importants***

- ▶ Avant le conflit, l'inflation était en recul dans un nombre croissant de pays d'Afrique subsaharienne, même si le rythme de cette désinflation variait considérablement d'un pays à l'autre. Le taux d'inflation médian dans la région est passé de 4,4 % en 2024 à 3,7% en 2025. Il devrait toutefois remonter à 4,8 % en 2026 — principalement sous l'effet des répercussions escomptées du conflit au Moyen-Orient — avant de redescendre à environ 3,8 % au cours de la période de prévision 2027-2028. En 2025, près de 70 % des économies de la région (33 sur 47) ont connu un ralentissement de l'inflation.
- ▶ Cette période de désinflation s'explique par le recul des prix mondiaux des carburants et des denrées alimentaires, l'amélioration des balances extérieures, l'appréciation et la stabilisation des monnaies, ainsi que par le resserrement des politiques monétaires. Avant le conflit actuel au Moyen-Orient, les prix internationaux des denrées alimentaires et des carburants avaient poursuivi leur baisse en 2025, sous l'effet d'une offre accrue. L'appréciation des monnaies africaines reflète, quant à elle, l'amélioration des conditions financières (tant mondiales que nationales), l'augmentation des entrées de devises étrangères liées aux réformes des marchés, la hausse des recettes d'exportation portée par l'augmentation des prix des matières premières (notamment les métaux, les minéraux et les boissons), ainsi que l'affaiblissement du dollar américain. La désinflation rapide observée dans des pays tels que l'Angola, l'Éthiopie, le Ghana et le Nigeria ouvre la voie à un nouvel assouplissement de la politique monétaire. Toutefois, des risques à la hausse pèsent toujours sur l'inflation : l'incertitude mondiale, l'appréciation du dollar en raison du conflit au Moyen-Orient et les dérapages budgétaires nationaux pourraient raviver les pressions inflationnistes et ralentir, voire inverser, le processus de normalisation de la politique monétaire.

## **L'assainissement budgétaire progresse, mais le poids de la dette et les pressions liées à son service restent élevés**

- ▶ Les déficits budgétaires primaires en Afrique subsaharienne devraient être proches de l'équilibre sur la période de 2026-2028, après une amélioration progressive depuis 2021. Les gouvernements poursuivent leurs efforts pour mieux aligner les recettes sur les dépenses primaires. Le déficit primaire régional est passé d'un pic de 3,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020 à une prévision de 0,7 % du PIB en 2025, l'équilibre budgétaire étant attendu en 2026. Entre 2024 et 2026, le solde primaire devrait s'améliorer dans 30 des 47 pays de la région.
- ▶ Malgré ces progrès, le déficit global reste élevé en raison du niveau toujours élevé des paiements nets d'intérêts sur la dette publique. Dans quatre pays africains sur cinq, le montant croissant des paiements d'intérêts dépasse les dépenses publiques consacrées à la santé ou à l'éducation. Le déficit budgétaire devrait passer de 5,6 % en 2020 à 3,5 % en 2026, puis se réduire encore à 3,1 % en 2027-2028. Les paiements d'intérêts sur la dette publique devraient osciller entre 2,9 % et 3,2 % du PIB au cours de la période 2023-2026.
- ▶ Les ratios d'endettement public en Afrique subsaharienne commencent à se stabiliser après une décennie d'accumulation rapide, mais les vulnérabilités restent prononcées. La région est actuellement confrontée à un contexte marqué par la gestion d'encours de dette élevés, une baisse des décaissements, un resserrement des conditions de financement, des pressions accrues liées aux remboursements et un risque renforcé de chocs externes.
- ▶ Les pressions liées au service de la dette extérieure s'intensifient malgré la stabilisation des encours. Le ratio du service de la dette publique extérieure par rapport aux recettes devrait augmenter, passant de 15,4 % en 2024 à environ 18,2 % en 2025. La région est confrontée à une forte augmentation des amortissements : les remboursements de principal sont passés de 37 milliards de dollars en 2024 à 59,2 milliards de dollars en 2025 sous l'effet des échéances de prêts bancaires commerciaux, de la hausse des remboursements d'obligations et de la reprise des paiements dans le cadre des restructurations. Ces remboursements devraient se stabiliser à un niveau élevé, soit entre 47 et 50 milliards de dollars par an, au cours de la période 2026-2028.
- ▶ Les vulnérabilités liées à l'endettement restent à des niveaux historiquement élevés, reflétant davantage un endiguement qu'une résolution des tensions apparues pendant la pandémie de COVID-19 et du cycle de resserrement de la politique monétaire mondiale qui a suivi. À la fin de 2025, près de la moitié des pays de la région (25 sur 48) étaient classés comme présentant un risque élevé de surendettement ou déjà en situation de surendettement — dont 22 pays sur les 25 à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce constat souligne la résilience encore limitée des économies les plus pauvres de la région.

## **FAVORISER LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'AFRIQUE GRÂCE À DES ÉCOSYSTÈMES PLUS SOLIDES ET À UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE PLUS INTELLIGENTE**

- ▶ Malgré une amélioration des perspectives, la croissance en Afrique subsaharienne reste trop faible pour réduire la pauvreté ou créer des emplois à grande échelle. Avec plus de 620 millions de personnes qui rejoindront la population active d'ici 2050, une accélération marquée de la croissance sera nécessaire pour répondre à la demande d'emplois en forte hausse dans la région, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la santé, de l'industrie manufacturière à valeur ajoutée, du tourisme et des

infrastructures énergétiques. À ce jour, la plupart des nouveaux travailleurs continuent de trouver des emplois informels à faible productivité, tandis que les emplois salariés restent limités. La création d'emplois à grande échelle dépendra de la réduction du coût des transactions commerciales, afin de permettre aux entreprises de se développer et de favoriser l'émergence d'entreprises à forte croissance. Cela suppose de lever les contraintes fondamentales, notamment en améliorant les infrastructures et les compétences en renforçant l'environnement des affaires et en mobilisant les investissements privés.

- ▶ Les perspectives à moyen terme restent en outre entravées par des taux d'investissement chroniquement faibles, aucun pays de la région ne dépassant le seuil de 25 % associé à une croissance soutenue à long terme. La faible augmentation du capital physique est aggravée par un développement insuffisant des compétences et des capacités. De même, la lente pénétration des technologies existantes dans la production continue de freiner les gains de productivité, restreignant ainsi davantage la capacité à créer des emplois et à réduire l'extrême pauvreté. Ces lacunes structurelles alimentent les cycles de croissance irréguliers dans la région, soulignant ainsi l'urgence de pérenniser l'expansion économique. Dans ce contexte, la nécessité d'une stratégie ciblée pour briser ce cycle a ravivé l'intérêt pour la politique industrielle en tant qu'outil d'accélération de la transformation, de stimulation de la productivité et d'appropriation des technologies émergentes, telles que l'intelligence artificielle et les solutions d'énergie renouvelable.
- ▶ La mise en place des politiques industrielles adaptées en Afrique revêt une importance capitale, la région se trouvant à un moment charnière où des choix stratégiques peuvent permettre de tirer parti des tendances mondiales et les traduire en une croissance transformatrice. Des politiques industrielles bien conçues — fondées sur une compréhension réaliste des opportunités et des contraintes, axées sur des secteurs à fort potentiel d'apprentissage et mises en œuvre par des institutions compétentes — peuvent favoriser la réalisation d'économies d'échelle, attirer les investissements privés et réorienter les entreprises et les travailleurs vers des activités à plus forte productivité.

### ***La boîte à outils de la politique industrielle africaine reflète davantage des contraintes que des choix***

- ▶ Le recours à la politique industrielle en Afrique s'est accéléré depuis 2010, dans le sillage d'une tendance générale à l'interventionnisme protectionniste. La spécificité de la politique industrielle africaine réside dans la prédominance, au sein de sa boîte à outils, de mesures frontalières liées au commerce — droits de douane, contrôles à l'exportation et règles de contenu local. Cette combinaison reflète les efforts des gouvernements pour agir dans un contexte marqué par trois contraintes structurelles : une marge de manœuvre budgétaire restreinte qui exclut le recours aux subventions ; une faible capacité administrative qui limite l'utilisation d'instruments fondés sur la performance ; et des marchés de petite taille et fragmentés qui empêchent les entreprises de se développer malgré les protections mises en place. Ces contraintes créent un décalage entre les instruments recommandés et ceux qui sont réellement réalisables. Comblent cet écart suppose avant tout de renforcer les fondements mêmes des instruments réalisables : améliorer les capacités administratives, élargir la marge de manœuvre budgétaire et approfondir l'intégration régionale. Grâce à des fondements plus solides, les gouvernements pourront recourir à des outils politiques plus efficaces et durables pour corriger les défaillances du marché, mobiliser les investissements privés et favoriser les transformations structurelles nécessaires à l'amélioration du niveau de vie dans toute la région.
- ▶ L'efficacité des politiques repose donc sur deux priorités. Premièrement, les pays doivent investir dans les écosystèmes fondamentaux qui favorisent la transformation structurelle : des infrastructures fiables, une main-d'œuvre qualifiée et des capacités techniques, des marchés financiers plus développés offrant un accès aux capitaux à long terme, et des systèmes de normes de qualité rigoureux. Deuxièmement, la politique industrielle devrait cibler des secteurs adaptés aux capacités existantes et potentielles.

## L'architecture de la mise en œuvre : pourquoi les ambitions industrielles de l'Afrique restent en deçà des attentes

- ▶ Les pays africains formulent souvent de grandes ambitions industrielles, mais celles-ci ne se traduisent encore trop rarement par une diversification des exportations, des gains de productivité ou la création d'emplois, en raison de la faiblesse des systèmes de mise en œuvre et de suivi. Une comparaison entre les plans de développement nationaux et les structures d'exportation réelles met en évidence un « *écart entre politique et résultats* », d'autant plus marqué que l'architecture de mise en œuvre est fragile. Si la plupart des plans identifient des secteurs prioritaires, rares sont ceux qui les associent à des instruments spécifiques, à des flux de financement, à des organismes responsables et à des étapes mesurables. Le choix des secteurs ne suffit pas à expliquer la divergence des résultats obtenus : des pays aux priorités similaires obtiennent des résultats très différents. L'élément déterminant réside dans l'architecture de mise en œuvre. Des instruments bien définis permettent de fixer des conditions de performance contraignantes ; des mandats de mise en œuvre clairs confèrent aux organismes d'exécution une autonomie opérationnelle et une obligation de rendre compte, et un suivi crédible est une condition préalable à l'instauration de cadres de gouvernance capables de mettre fin à une intervention politique une fois son objectif atteint. Là où l'écart de sélection a été réduit, comme à Maurice dans le secteur textile, au Rwanda dans l'horticulture, les pouvoirs publics ont mis en place des instruments assortis de conditions de performance contraignantes, des structures de mise en œuvre autonomes et des cadres de gouvernance permettant une sortie crédible.
- ▶ Trois « lacunes » de mise en œuvre expliquent pourquoi les politiques industrielles en Afrique peinent à induire une réelle transformation structurelle. La *lacune de sélection* reflète l'inadéquation entre les instruments recommandés par la théorie et ceux effectivement mobilisables compte tenu des contraintes budgétaires, administratives et de marché. La *lacune de dosage* survient lorsque le soutien est trop faible et trop éphémère pour permettre l'apprentissage nécessaire à la croissance de la productivité — contrairement aux interventions à grande échelle observées en Asie de l'Est. La *lacune de complémentarité* apparaît lorsque des politiques sont mises en œuvre dans des écosystèmes qui manquent d'approvisionnement énergétique fiable, de moyens logistiques, de compétences, de solidité financière et d'infrastructures de certification de la qualité, conduisant à la création d'enclaves isolées plutôt qu'à une transformation structurelle. Ces lacunes se renforcent mutuellement : progresser sur un seul front sans avancer sur les autres ne suffit pas à améliorer les résultats. Il est essentiel de les traiter simultanément ; faute de quoi même les initiatives les plus audacieuses en matière de politique industrielle échoueront lors de leur mise en œuvre.

## Des instruments aux écosystèmes : une approche pratique du choix des secteurs

- ▶ Ces lacunes dans la mise en œuvre ont une incidence directe sur les résultats concrets obtenus par chaque instrument. Un même instrument peut produire des résultats très différents selon qu'un écosystème favorable a été mis en place ou non. Le parc industriel d'Hawassa, en Éthiopie — qui employait 25 000 personnes et générait 240 millions de dollars américains de recettes d'exportation par an en 2019 — illustre ce succès : le gouvernement a d'abord investi dans l'électricité, les infrastructures routières et la formation de la main-d'œuvre avant de solliciter des investisseurs. En revanche, la zone franche de Calabar, au Nigeria, située à proximité d'un port qui n'a jamais été dragué, n'a jamais atteint plus d'un quart de sa capacité, montrant combien l'absence d'éléments complémentaires peut compromettre même d'instruments bien conçus.
- ▶ Ces contrastes font ressortir trois principes. Premièrement, les investissements dans les écosystèmes doivent précéder la mise en œuvre des principaux instruments de politique industrielle. Deuxièmement, les choix des instruments et des secteurs doivent refléter l'écosystème tel qu'il existe réellement, plutôt que celui envisagé dans les plans de développement nationaux. Troisièmement, c'est l'ensemble des mesures, plutôt que n'importe quel instrument pris isolément, qui devrait être

considéré comme l'élément central de la mise en œuvre, ce qui suppose un mécanisme d'exécution chargé de gérer simultanément toutes les complémentarités obligatoires.

- ▶ Dans cette optique, le ciblage sectoriel nécessite des outils qui aident les gouvernements à identifier les opportunités en adéquation avec les capacités existantes. Le cadre de « l'espace des produits » offre une méthode pratique et fondée sur des données factuelles pour y parvenir. En combinant l'avantage comparatif révélé avec des indicateurs de proximité des produits et de complexité économique, il permet aux gouvernements d'identifier les secteurs susceptibles de tirer parti des capacités existantes à grande échelle. L'enjeu des pouvoirs publics n'est pas de désigner un produit gagnant, mais d'identifier un ensemble pertinent de capacités et de réduire le coût de la découverte pour le secteur privé au sein de cet ensemble.

### ***Pistes viables pour une industrialisation fondée sur les ressources en Afrique***

- ▶ La transformation en aval peut constituer une piste viable d'industrialisation pour les économies riches en ressources, mais uniquement si deux conditions sont réunies : un pouvoir de marché suffisant au niveau mondial pour limiter la capacité des acheteurs à se tourner vers des produits de substitution, et un écosystème national capable de soutenir une transformation compétitive. L'interdiction d'exporter le nickel en Indonésie a favorisé l'émergence d'un important secteur de transformation précisément parce que ces deux conditions étaient réunies. En revanche, l'application de la même politique à la bauxite – un secteur dans lequel l'Indonésie ne disposait d'aucun pouvoir de marché et où la Chine pouvait facilement s'approvisionner ailleurs – a durablement affaibli la position de l'Indonésie sur le marché de l'exportation. Par conséquent, les restrictions à l'exportation ne constituent pas des instruments polyvalents ; il s'agit plutôt de paris risqués qui ne peuvent aboutir que dans des conditions spécifiques liées au marché et à l'écosystème.
- ▶ Dans ce contexte, le corridor de Lobito en Afrique et la ligne ferroviaire de Simandou en Guinée offrent de véritables conditions matérielles propices à une industrialisation fondée sur les ressources à l'échelle régionale. Que ces investissements deviennent des catalyseurs de transformation ou qu'ils ne fassent que reproduire le modèle d'enclave dépendra de l'architecture politique mise en place autour d'eux.

### ***Conception des mesures d'incitation, discipline en matière de performance et sortie fondée sur des règles***

- ▶ La politique industrielle génère des rentes, lesquelles favorisent la captation. Il est donc essentiel de bien concevoir en amont un cadre de gouvernance solide avant toute mise en œuvre. Deux choix revêtent une importance particulière. Premièrement, les aides doivent cibler des activités plutôt que des entreprises individuelles. Les interventions au niveau sectoriel devraient maintenir la pression concurrentielle et préserver les possibilités de sortie. L'industrie cimentière nigériane — protégée au cours de multiples cycles de politique économique alors que les prix de détail nationaux restaient de 27 à 76 % supérieurs à ceux pratiqués dans les pays comparateurs de la région — illustre comment un ciblage spécifique aux entreprises peut consolider la position des opérateurs historiques et prolonger les pertes d'efficacité.
- ▶ Un second choix en matière de conception concerne les modalités de maintien ou de retrait des aides au fil du temps. Les décisions relatives au maintien ou au retrait des aides doivent s'appuyer sur des indicateurs d'apprentissage plutôt que sur des indicateurs d'activité. Le suivi d'une subvention sur la base du volume des versements ne permet pas de déterminer si les entreprises bénéficiaires gagnent en compétitivité. Trois mécanismes renforcent encore la crédibilité des clauses d'extinction : des critères fondés sur des règles pour les prolongations, des exigences de cofinancement qui alignent les incitations accordées aux entreprises sur leurs performances, et la multilatéralisation grâce aux protocoles de gestion rigoureuse des subventions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ces mécanismes augmentent le coût politique des prolongations unilatérales, au-delà de ce que peuvent permettre à elles seules les clauses d'extinction nationales.

- ▶ Dans l'ensemble, les investissements dans les écosystèmes doivent s'accompagner d'instruments politiques bien conçus. Les outils efficaces ciblent les activités plutôt que les entreprises, apportent un soutien limité dans le temps et lié à l'apprentissage et à la performance, et prévoient des stratégies de sortie crédibles. Globalement, les politiques industrielles de la région devraient mettre l'accent sur la mise en place d'écosystèmes complémentaires et le déploiement d'instruments rigoureux et favorisant le renforcement des capacités et propices à une transformation structurelle à grande échelle — plutôt que la création d'enclaves isolées aux retombées limitées.

### **Adapter les archétypes nationaux aux instruments de politique industrielle réalisables**

- ▶ Le présent rapport *État des lieux de l'économie africaine* présente un outil de diagnostic en six dimensions qui classe les pays africains en six archétypes de politique industrielle, chacun étant associé à une configuration distincte d'instruments de politique. Les dimensions liées à la faisabilité — marge de manœuvre budgétaire, capacité de mise en œuvre et taille du marché — déterminent quels instruments sont viables et durables. Les dimensions liées à l'efficacité — état de préparation de l'écosystème, position dans l'aire des produits et dotation en ressources — permettent d'identifier, parmi ces instruments viables, ceux qui généreront les effets d'apprentissage les plus importants. À l'aide de ce cadre, l'outil identifie la ou les contraintes et recommande le niveau d'instruments approprié ainsi que les investissements prioritaires qui garantissent le rendement marginal le plus élevé.
- ▶ L'application de ces six dimensions à l'Afrique subsaharienne fait apparaître six contextes de mise en œuvre distincts, chacun nécessitant un ensemble différencié d'instruments de politique industrielle (archétypes). Les pays pionniers doivent accorder la priorité à la facilitation des échanges et à la réforme réglementaire avant de mettre en place toute mesure incitative. Les économies performantes, mais confrontées à des contraintes, devraient tirer parti de leurs atouts institutionnels en s'appuyant sur des zones économiques spéciales fondées sur des règles et sur des systèmes d'infrastructures solides et de qualité. Les pays axés sur les ressources disposent de points d'entrée miniers mais présentent des lacunes en matière d'écosystèmes qui limitent les instruments qu'ils peuvent mettre en œuvre. Les grands acteurs du marché sont en mesure de soutenir des parcs industriels intégrés et des subventions à la production soumises à conditions. Les pays en voie d'industrialisation diversifiée sont confrontés au double défi d'approfondir leur intégration dans la chaîne de valeur mondiale tout en évitant une désindustrialisation prématurée. Les pays au cœur des corridors (par exemple, le corridor de Lobito qui traverse l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie) doivent concevoir des instruments multinationaux, le corridor constituant ici l'unité d'analyse pertinente plutôt que le pays pris isolément.
- ▶ Ces archétypes ne sont toutefois pas figés. Les investissements les plus efficaces en matière de politique industrielle sont souvent ceux qui permettent de lever les obstacles qui empêchent les pays de passer au niveau supérieur d'instruments réalisables. En ce sens, l'approfondissement de l'intégration régionale dans le cadre de la ZLECAf constitue une première étape avantageuse dans la plupart des scénarios : en élargissant la taille du marché sans nécessiter de transferts budgétaires, elle rend viables des catégories entières d'instruments qui étaient auparavant inaccessibles. La démarche découle naturellement du diagnostic : identifier la contrainte, investir pour la lever, puis laisser le niveau d'instruments approprié apparaître parmi les options désormais réalisables.

**L**a reprise économique de l'Afrique subsaharienne, amorcée après plusieurs chocs mondiaux successifs, s'essouffle. Les prévisions de croissance pour 2026 ont été revues à la baisse par rapport à celles publiées en octobre 2025. Les retombées géopolitiques du conflit au Moyen-Orient, le poids élevé du service de la dette ainsi que des faiblesses structurelles persistantes pèsent sur les perspectives de croissance et limitent la création d'emplois.

Dans ce contexte, le rapport souligne que le défi de la croissance en Afrique est avant tout structurel, comme en attestent la faiblesse des investissements, le faible niveau de productivité et une création d'emplois insuffisante. Bien que l'intérêt pour la politique industrielle ait été ravivé, les initiatives passées ont souvent échoué en raison de capacités de mise en œuvre limitées, ainsi que de contraintes budgétaires et institutionnelles. Le rapport préconise une approche pragmatique, fondée sur l'écosystème, qui vise à aligner les instruments de politique publique sur les capacités des pays afin de stimuler les gains de productivité et favoriser une transformation structurelle durable.

RAPPORT DU BUREAU DE L'ÉCONOMISTE  
EN CHEF DE LA RÉGION AFRIQUE

<https://www.worldbank.org/africa>

